

Ce livre a montré que l'affaire Assange est avant tout une histoire de persécution – la persécution d'un dissident gênant qui a exposé les sordides secrets des puissants. Ce faisant, ce livre va bien au-delà du cas individuel d'Assange. Il expose une défaillance systémique de nos institutions démocratiques fondées sur l'État de droit – des institutions auxquelles les citoyens ordinaires ont tendance à se fier sans jamais remettre sérieusement en question leur intégrité fondamentale. Cet échec systémique, à son tour, soulève des questions sur la vérité, la tromperie et l'auto-tromperie, sur notre propre léthargie et notre coresponsabilité passive. Ce n'est pas par hasard que ce livre commence par mes propres difficultés à reconnaître et à surmonter mes propres préjugés personnels.

En fin de compte, c'est un livre qui concerne chacun d'entre nous, qui nous confronte à nos propres angles morts dans notre perception de la réalité, et qui nous met au défi de nous regarder honnêtement dans le miroir et d'assumer nos responsabilités personnelles et politiques.

Aujourd'hui, l'humanité est confrontée à des problèmes profonds qui, d'ici quelques décennies, menaceront gravement notre survie collective et qui ne peuvent être surmontées ou éliminées par des discours mielleux, l'aveuglement et le déni de la réalité. La conscience de soi, l'honnêteté et la responsabilité ont donc cessé d'être une simple question de morale personnelle, de croyance ou de style de vie, pour devenir une question de survie collective.

En enquêtant sur le cas d'Assange, j'eus à plusieurs reprises l'impression d'être plongé dans une version réelle des *Habits neufs de l'empereur*. Le conte populaire est connu : un empereur se voit offrir par des escrocs des habits neufs censément visibles par tous, sauf par les « stupides » et les « incompetents ». En réalité, bien sûr, les vêtements si chèrement vendus à l'empereur sont non seulement invisibles, mais inexistantes. Cependant, comme ni l'empereur ni ses subordonnés ne souhaitent être considérés comme stupides ou incompetents, ils font tous semblant de voir les nouveaux vêtements, et lors d'un défilé public, le pays entier applaudit le costume imaginaire du souverain. Mais soudain, un enfant rompt le charme en s'exclamant : « Regardez, l'empereur est nu ! »

Il en va de même pour l'affaire Assange. Bien que les crimes et l'arbitraire des différentes autorités fussent devenus de plus en plus flagrants et évidents au cours de la dernière décennie, les autres gouvernements, les médias dominants et le grand public ignorèrent presque totalement cette dimension de l'affaire. Au lieu de cela, le récit officiel fut docilement assimilé, répété et perpétué : Assange est le violeur, le pirate informatique, l'espion et le narcissique lâche aux mains couvertes du sang d'innocents et qu'il faut enfin traduire en justice. Ici aussi, il fallait que quelqu'un vienne, jette un regard neuf et objectif sur tout cela et rompt le charme en s'exclamant : « Regardez, l'empereur est nu ». Voilà cher lecteur, l'objet de ce livre.

Nous ne devons pas permettre aux persécuteurs d'Assange de dicter son histoire, car ceux qui étouffent leurs propres crimes et inculpations ont peu de chance de nous dire la vérité sur un homme qui a levé le voile et révélé leur corruption. Nous ne devons pas nous laisser distraire ou confondre mais toujours insister pour que la lumière soit dirigée là où elle doit l'être : non pas sur Assange, l'homme, mais sur ses persécuteurs, les États. Car Assange n'est pas persécuté pour ses propres crimes mais pour les crimes des puissants. Leur impunité est le véritable enjeu de l'affaire Assange. Ce sont les puissants – gouvernements, entreprises ou organisations – qui sapent nos institutions démocratiques et l'État de droit, qui refusent de poursuivre la torture, les crimes de guerre et la corruption, qui trahissent nos systèmes juridiques et nos valeurs communes à des fins intéressées. La persécution d'Assange crée un précédent qui permettra non seulement aux puissants de continuer à tenir leurs crimes secrets, mais aboutira même à ce que la révélation de ces crimes soit punie par la loi. Ne nous leurrions pas : lorsque dire la vérité sera devenue un crime, nous vivrons tous dans une tyrannie.

Si les gouvernements qui persécutent Assange avaient agi de bonne foi, ils auraient poursuivi les crimes révélés par WikiLeaks comme l'exige la loi. Après tout, nous parlons de guerre d'agression, de torture, de meurtre et de corruption. Le fait que pas un commandant militaire, dirigeant politique, soldat ou autre personnalité officielle n'ait été tenu pour responsable ruine gravement la crédibilité, la légitimité et l'autorité de nos institutions démocratiques. Cela devrait nous faire froid dans le dos.

En réalité, le problème n'est pas que nous ne connaissons pas la vérité mais que nous ne voulons pas la connaître. Le problème est que nous permettons aux puissants, malgré nous, de faire fi de la justice et de l'État de droit, et que nous ne leur demandons pas de rendre des comptes, sur le plan juridique ou politique, mais que nous les célébrons comme de grands dirigeants, voire leur décernons le Prix Nobel de la paix. Le problème est que nous permettons aux grands patrons d'entreprise de détruire impitoyablement nos moyens de subsistance et d'exploiter sans vergogne la grande majorité de la population mondiale tout en les admirant comme des bienfaiteurs et des philanthropes lorsqu'ils font don de quelques milliards provenant de leur fortune pillée pour atténuer les catastrophes humanitaires qu'ils ont contribué à créer. Nous ne voulons pas voir que les grandes entreprises médiatiques qui nous inculquent notre compréhension de la politique mondiale et de notre situation personnelle sont détenues par les mêmes personnes qui financent les campagnes électorales et les carrières de nos politiciens. Ni que ces politiciens, à leur tour, votent les lois et approuvent les investissements de milliards de dollars qui permettent à une couche de plus en plus étroite de la société de s'enrichir aux dépens des populations et des générations futures. Ce système intrinsèquement exploiteur, destructeur et inhumain est promu au nom de l'État de droit, de la démocratie, de la sécurité nationale et de l'économie de marché. Et quiconque ne croit pas au récit officiel est qualifié de « stupide » ou d'« incompetent » tout comme dans la vieille histoire des habits neufs de l'empereur. Et comme aucun d'entre nous ne souhaite être considéré comme « stupide » ou « incompetent », nous n'osons généralement pas remettre en question et dénoncer ces absurdités. Nous sommes, pour la plupart, également trop pris par notre vie quotidienne pour poser des questions systémiques fondamentales et exiger un débat public à leur sujet. Ainsi, les mensonges édulcorés des puissants et les théories du complot des sceptiques deviennent de plus en plus absurdes et produisent une opinion publique marquée par l'incertitude, la confusion et l'absence de faits vérifiables. Nous sommes arrivés à l'ère de la « post-vérité ».

Après plus de vingt ans d'expérience dans le système international, j'en sais trop pour être un idéaliste ou un théoricien de la conspiration. Je connais les moulins politiques des Nations unies aussi bien que les prétendues contraintes des politiques économiques, étrangères de la sécurité nationale ; je connais le droit, les traités et la jurisprudence aussi bien que le monde de la négociation diplomatique et les réalités brutales de la guerre, des crises et des catastrophes. Les gouvernements du monde entier redoublent d'efforts pour détourner l'attention du public des crimes de guerre, des abus et de la corruption. Le secret, l'impunité et l'arbitraire empoisonnent nos institutions démocratiques et les privent de leur intégrité. Les interventions des organismes mandatés par l'ONU sont ignorées ou même condamnées comme une ingérence dans les affaires intérieures. La liberté de la presse, la transparence et l'obligation de rendre des comptes – conditions indispensables au contrôle démocratique de toute autorité publique – sont aujourd'hui plus menacées que jamais.

Lorsque la vérité est étouffée par le secret et la censure, lorsque les criminels de guerre et les exploitateurs jouissent de l'impunité, lorsque les rapports d'enquête sur la torture sanctionnés par l'État sont classés secrets, lorsque les documents rendus publics par les autorités conformément aux lois sur la liberté d'information sont presque entièrement expurgés ; lorsque la presse établie n'exerce plus son rôle de « quatrième pouvoir », mais s'autocensure docilement, alors nous vivons réellement dans un monde virtuel, privé de toute possibilité de savoir ce que nos gouvernements font exactement avec le pouvoir et l'argent des impôts que nous leur avons confiés. Nous avons alors besoin de fuites dans le système, de fissures par lesquels la lumière peut pénétrer et nous fournir des informations.

Dès que les puissants voient leurs intérêts essentiels menacés, ils ont tendance à ignorer les contraintes de l'État de droit. Si cela peut être grossièrement évident dans les États autoritaires, les mêmes tendances sont à l'œuvre dans les démocraties matures, mais généralement déguisées sous le couvert de la légalité ou, à défaut, du secret. Ce n'est pas parce que ceux qui détiennent le pouvoir ont perfidement comploté contre nous, mais simplement parce que c'est ainsi que nous, en tant qu'êtres humains, sommes programmés et avons toujours agi. En l'absence de contrôle social, nous avons tous tendance à poursuivre notre intérêt personnel, à court terme, et à négliger la nocivité à

long terme de notre comportement pour la société. Le problème n'est pas le bon ou le mauvais caractère de ceux qui se trouvent au sommet, mais le fait que nous avons créé et maintenons un système politique et économique qui tolère un pouvoir, un secret et une impunité sans limites. Avec un système aussi déséquilibré, nous ne serons pas en mesure de répondre efficacement aux énormes défis auxquels nous sommes confrontés en tant que communauté mondiale. Que ce soit pour la protection du climat, la justice économique ou les droits de l'homme, nous avons besoin d'un système transparent, équitable et durable. Pour y parvenir, nous devons commencer par ouvrir les yeux et, sans condamnation ni idéalisation, reconnaître qui nous sommes vraiment et comment nous fonctionnons réellement. Ce n'est que sur la base d'une conscience de soi sobre que nous pourrions assumer nos responsabilités politiques, dénoncer les structures de pouvoir néfastes, procéder aux ajustements systémiques nécessaires et demander des comptes aux dirigeants.

Même dans la pièce la plus sombre, la lumière d'une seule bougie suffit à permettre à chacun de voir. Avec son travail, Julian Assange a allumé une bougie. Il a mis au jour les crimes, les abus et la corruption qui avaient été dissimulés derrière un rideau de secret. Ce n'était qu'un bref coup d'œil derrière le rideau, mais parfois un seul coup d'œil suffit pour changer toute notre vision du monde. Nous savons maintenant que ce rideau de secret existe et qu'un univers parallèle de sales secrets se cache derrière lui. Des secrets que beaucoup d'entre nous préféreraient ne pas connaître mais cette connaissance nous oblige à nous réveiller, à grandir et à faire un pas en avant. Au-delà de l'inconfort de la désillusion, cependant, cette même connaissance nous donne aussi le pouvoir de mener les nécessaires réformes du système de gouvernance afin de nous sauver d'une autodestruction certaine. Chacun d'entre nous peut changer le monde par une action courageuse. Pour faire disparaître l'obscurité, nous n'avons pas besoin de chercher la lumière ailleurs. Il suffit de faire briller notre propre lumière là où nous sommes, dans notre vie quotidienne. Pour cela, il suffit d'avoir le courage d'être honnête avec soi-même et avec le monde.